

SUR LE TRAVAIL UNITAIRE

Après le dernier congrès FSU national à Metz il y a deux ans où Philippe Martinez pour la CGT et Simon Duteil pour Solidaires avaient appelé à l'unité du syndicalisme de transformation sociale et alors, qu'un rapprochement s'opère au plan national entre la FSU et la confédération CGT dont certains secteurs comme la FERC, longtemps hostiles à cette perspective ne semble ne plus l'être, certaines initiatives sur le terrain vont dans le sens de l'unité d'action.

Ainsi, en Haute-Garonne, depuis le mouvement contre la réforme des retraites de l'an dernier, certaines initiatives sont prises en commun entre la CGT et la FSU (pour l'instant Solidaires reste en retrait). Par exemple, les manifestations et autres initiatives de solidarité avec la Palestine sont appelées conjointement par la FSU et la CGT, auxquelles se joignent les autres associations, partis et syndicats. Lors de ces manifestations, nous faisons cortège commun avec la CGT et nos prises de paroles y sont communes. Il en va de même pour les réunions sur ce sujet à la Bourse du travail de Toulouse. Contre la loi asile-immigration il en est de même mais nous avons aussi co-animé le cortège en ayant préalablement échangé sur les slogans. Il s'agit donc d'initiatives dans le champ sociétal pour l'essentiel.

Cependant, en janvier 2023, un stage « lutter contre les violences sexistes et sexuelles à l'école », qui a attiré beaucoup de monde, fut conjointement organisé par la FSU, SUD Éducation et la CGT Educ'action ; preuve que des initiatives unitaires peuvent être prises dans notre champ de syndicalisation.

En Seine et Marne, une AG de gréviste intersyndicale, « l'AG est Francilien », est à l'origine d'un début de travail intersyndical à la croisée de plusieurs enjeux et impulsé par les militant-es

Le bassin de Marne la Vallée et de Chelles, qui représente presque 300000 habitant-es se voit dépourvu d'AG intersyndicale depuis la fin de la bourse du travail de Noisiel en 2019. Cela a poussé des camarades appartenant à la FSU et à Solidaires, et qui se fréquentaient dans d'autres groupes de mobilisation ou partis, à créer cette AG plutôt perçue négativement par le SNES dans un premier temps, souvent méfiant à l'égard des AG qu'elle ne contrôle pas.

A la suite de la mobilisation massive de l'année dernière, le constat qu'il fallait éviter que les liens tissés durant la lutte ne se défassent a été fait. Un camarade de Solidaires, familier de l'AG a ainsi proposé à des camarades de la CGT et de la FSU d'organiser un stage de formation intersyndical et interprofessionnel. Ce stage nommé « Loi immigration : comment accompagner les collègues et les familles sans papiers ? », se déroulera le 3 avril à Chelles, ville qui, malgré sa taille et son importance dans les luttes du département, peine à accueillir un véritable travail intersyndical au niveau des appareils. Les liens y sont plutôt fondés sur l'interconnaissance de militant-es des différentes organisations, hors des secrétariats. Le but est de renforcer ces liens en se fixant comme objectif, l'organisation d'un stage intersyndical par an.

Ces exemples montrent comment il est possible de construire un travail intersyndical à l'échelle locale et dans les départements. Ces initiatives sont un point d'appui essentiel pour le nouvel outil syndical que nous entendons créer.

Gabriel Recoche (77), Olivier Sillam (31)